



Distribution: générale

Date: 28 avril 2017

Original: anglais

Point 10 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2017/10-E

Questions d'administration et de gestion

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Rapport sur la sécurité

Résumé

Le personnel et les installations du PAM continuent de faire l'objet d'un ciblage direct et délibéré, et ont de plus en plus souvent été pris dans des conflits récents. Le nombre d'incidents armés ciblant directement des opérations du PAM – personnel du PAM¹ et employés de sous-traitants ou de partenaires dans l'exercice de leurs fonctions – a régulièrement augmenté au fil des dernières années.

L'accès aux zones assiégées en République arabe syrienne s'est amélioré l'année dernière, ce qui a permis au PAM de venir en aide à près de 1,5 million de personnes démunies, mais cinq chauffeurs sous contrat avec le PAM et douze employés de partenaires ont été tués lors d'une attaque aérienne d'un convoi des Nations Unies en septembre.

Au Yémen, l'accès a continué de poser d'énormes problèmes: les parties au conflit ont de plus en plus fait obstacle aux activités du PAM et de ses partenaires. À Taïz, plus de 70 véhicules transportant des denrées et des biens ont été immobilisés. Des retards ou des refus de visas ont régulièrement empêché le déploiement de personnel, exacerbant le sentiment dans les communautés que les organismes humanitaires étaient responsables de la pénurie de ressources.

Au Soudan du Sud, le conflit s'est intensifié à Djouba en juillet et 4 500 tonnes de vivres ont été pillés – soit l'équivalent d'une distribution mensuelle pour 220 000 personnes – ainsi que des articles non alimentaires d'une valeur de 20 millions de dollars É.-U.

La séquestration en octobre d'un ressortissant des États-Unis d'Amérique au Niger et celle en décembre d'un membre du personnel d'un partenaire du PAM de nationalité française au Mali ont mis en évidence les risques élevés que courent les étrangers au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Ces événements montrent l'impact direct que l'évolution rapide des conditions de sécurité a sur les opérations du PAM, mettant à l'épreuve la capacité de l'Organisation des Nations Unies à défendre la paix et la sécurité, et exigeant la gestion constante par le PAM des risques liés à la sécurité auxquels son personnel est exposé.

¹ Dans le Cadre de responsabilité du PAM, le terme "personnel" s'entend des personnes employées par le PAM – à l'exception de celles qui sont recrutées localement et rémunérées à un tarif horaire – ainsi que de leur conjoint et des personnes reconnues comme étant à leur charge quel que soit leur statut contractuel. Il inclut donc les consultants, le personnel bénéficiant d'un contrat temporaire et les stagiaires.

Coordonnateur responsable:

M. C. Boutonnier
Directeur de la Division de la sécurité sur le terrain et
Coordonnateur du PAM pour les questions de sécurité
tél.: 066513-6452

L'Europe a connu une vague d'attentats terroristes meurtriers en 2016. Bien qu'il perde du terrain en Iraq et en République arabe syrienne, Daech a ordonné des actes de violence en dehors de sa zone traditionnelle de contrôle. Les incidents survenus en Allemagne, en Belgique et en France montrent que Daech tend de plus en plus à perpétrer des attentats peu sophistiqués à l'encontre de cibles civiles vulnérables, à cibler des systèmes de transport public et des réunions publiques, et à utiliser des véhicules comme armes.

La Division de la sécurité sur le terrain en 2016

1. En 2016, la Division de la sécurité sur le terrain a continué d'intégrer les fonctions relatives à la sécurité et à l'accès conformément à la mission qui lui a été confiée, à savoir garantir la sûreté et la sécurité du personnel du PAM et lui permettre ainsi d'avoir accès aux personnes en difficulté et de leur venir en aide. La division a continué à veiller à ce que l'analyse de la sécurité appuie les opérations et les processus décisionnels, et que la formation développe les compétences et les connaissances de l'ensemble du personnel et du personnel de sécurité. Ces actions ont été appuyées au moyen d'outils informatiques.

Atteintes à la sécurité

Membres du personnel du PAM tués

2. Aucun membre du personnel du PAM n'a perdu la vie dans l'exercice de ses fonctions en 2016. Un membre du personnel a été tué en dehors des heures de travail lors d'une fusillade dans un club à Djouba (Soudan du Sud). Deux membres du personnel ont trouvé la mort dans un accident de la route alors qu'ils n'étaient pas en service – l'un au Pakistan et l'autre en République centrafricaine.
3. Par ailleurs, aucun membre du personnel du PAM n'a été blessé dans l'exercice de ses fonctions. Un membre du personnel a été blessé du fait d'un acte de violence lors d'un incident sans rapport avec le travail à Djouba, et six ont été blessés dans un accident sans rapport avec leur travail – quatre d'entre eux dans des accidents de la route au Cambodge, en Ouganda, au Pakistan et au Soudan.
4. Trois personnes à la charge de membres du personnel ont été gravement blessées du fait d'actes de violence – deux au Burundi et une au Lesotho.

Employés de sous-traitants ou de partenaires tués ou blessés

5. Le nombre d'employés de sous-traitants ou de partenaires tués dans l'exercice de leurs fonctions a augmenté de façon marquée, passant de 9 en 2015 à 26 en 2016. L'une des principales causes de cette augmentation a été le nombre élevé de victimes lors d'une attaque menée le 19 septembre en République arabe syrienne contre un convoi de 31 véhicules des Nations Unies, qui transportaient de la farine de blé, des fournitures médicales et des secours d'urgence, et contre un entrepôt d'un partenaire. Selon la Commission d'enquête du Siège de l'Organisation des Nations Unies, il s'agirait d'attaques aériennes. Au moins 12 employés de partenaires du PAM et 5 chauffeurs sous contrat ont été tués lors de ces attaques, et 25 employés de sous-traitants et partenaires ont été blessés.
6. Trois autres employés de partenaires travaillant pour le compte du PAM en République arabe syrienne ont trouvé la mort – deux lors du bombardement de l'entrepôt d'un partenaire et un du fait d'un engin explosif improvisé.
7. Deux chauffeurs sous contrat ont été abattus au Soudan du Sud lors de deux incidents distincts, alors qu'ils transportaient des vivres du PAM.
8. Un Casque bleu des Nations Unies a péri et un autre a été blessé alors qu'ils fournissaient une escorte armée à un convoi du PAM au Soudan.
9. Trois chauffeurs sous contrat ont perdu la vie dans des accidents de la route survenus pendant leur travail au Malawi, au Mozambique et en République arabe syrienne. Un employé d'un partenaire a perdu la vie lors d'un incident lié à la sécurité sur le lieu de travail en Ouganda.

10. Deux employés d'un partenaire du PAM ont été gravement blessés lors d'une attaque en République arabe syrienne, et deux autres ont été attaqués par des réfugiés au cours d'une distribution générale de vivres au Soudan du Sud.
11. Pour ce qui concerne les employés de sous-traitants: deux ont été gravement blessés dans l'exercice de leurs fonctions du fait de violences en République arabe syrienne; un a été blessé au cours d'un vol à main armée au Soudan du Sud; un a été blessé lors d'un incident armé en Afghanistan; un a été blessé dans un accident de la route au Kenya; et un a été blessé lors d'un incident lié à la sécurité sur le lieu de travail en Sierra Leone.

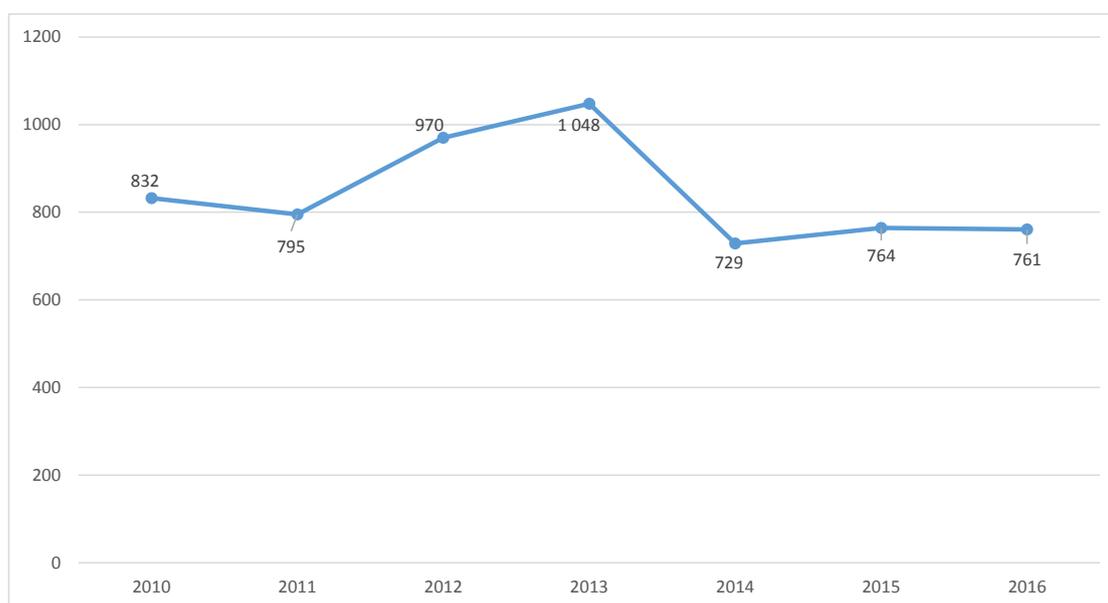
Enlèvements et séquestration

12. Le nombre d'incidents de séquestration est passé de sept en 2015 à quatre en 2016.
13. Un seul cas de séquestration impliquant un membre du personnel du PAM a été signalé: au Burundi, l'épouse d'un membre du personnel du PAM a été enlevée et relâchée le même jour.
14. Dans les trois autres cas, des employés de sous-traitants du PAM – des chauffeurs de camions commerciaux – ont été détenus toute une nuit en même temps que leurs véhicules lors de vols à main armée en Afghanistan, en Somalie et au Soudan.

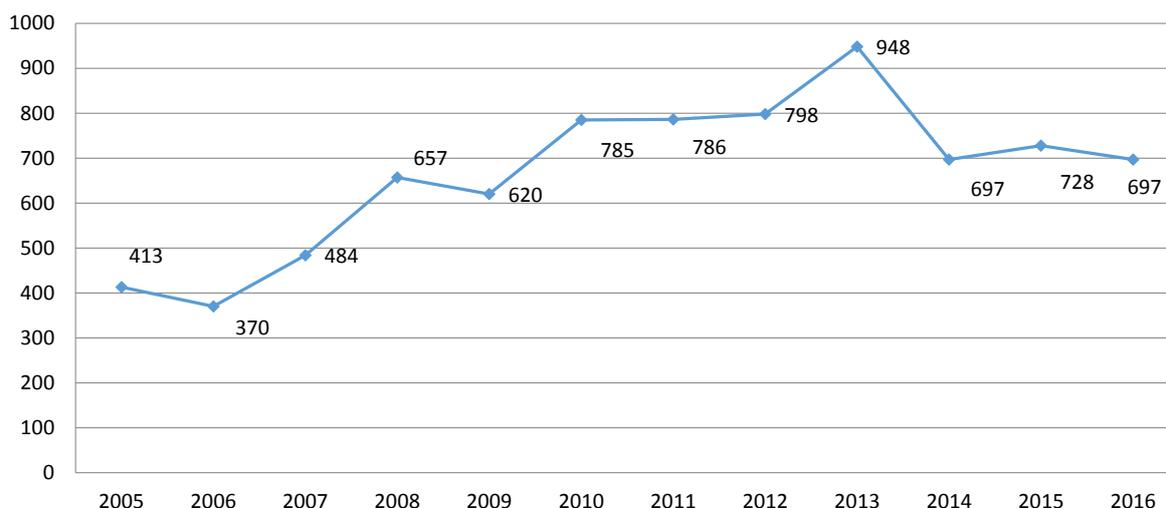
Tendances mondiales

15. En 2016, il a été dénombré 761 atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM et des sous-traitants appuyant les opérations du PAM. Ce chiffre est semblable à celui de 2015, où 764 atteintes à la sécurité avaient été recensées. Sur le nombre d'incidents signalés en 2016, 518 (68 pour cent) étaient en rapport avec le travail et 243 (32 pour cent) se sont produits hors du cadre du travail (figure 1).

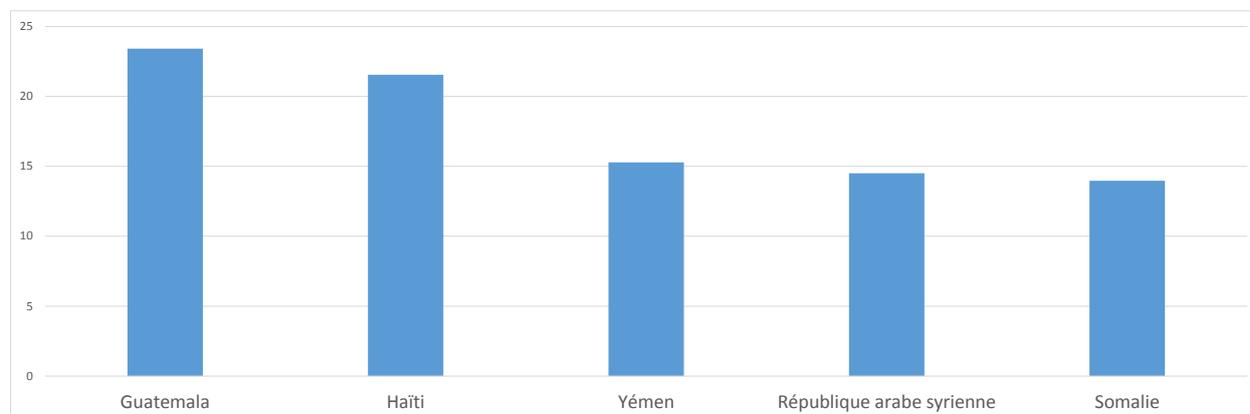
Figure 1: Atteintes à la sécurité du personnel et des biens du PAM, de sous-traitants et de partenaires (2010-2016)



16. De plus, 697 atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM ont été signalées (figure 2) – un recul de 4 pour cent par rapport à 2015, où 728 cas avaient été dénombrés. Sur ce nombre d'incidents, 467 (67 pour cent) étaient en rapport avec le travail et 229 (33 pour cent) se sont produits hors du cadre du travail.

Figure 2: Atteintes à la sécurité du personnel et des biens du PAM (2005-2016)

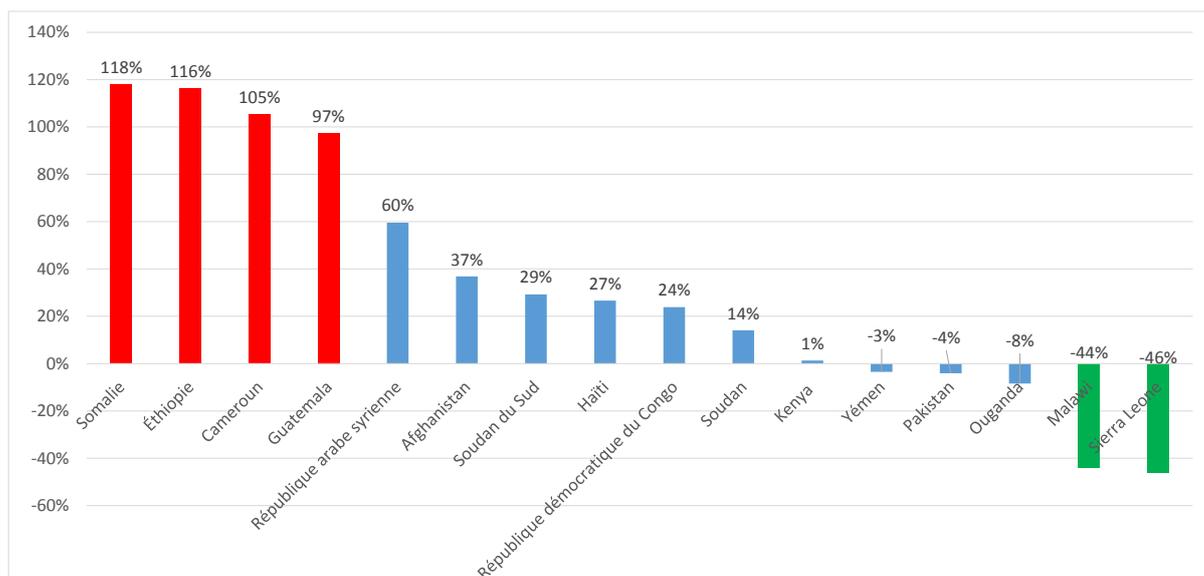
17. Comme le montre la figure 3, les pays affichant les taux les plus élevés d'atteintes à la sécurité du personnel du PAM sont le Guatemala, avec 16 incidents pour 68 agents (22,4 pour cent), Haïti, avec 38 incidents pour 176 agents (21,6 pour cent), le Yémen, avec 41 incidents pour 268 agents (15,2 pour cent), la République arabe syrienne, avec 40 incidents pour 276 agents (14,5 pour cent) et la Somalie, avec 34 incidents pour 243 agents (14 pour cent)².

Figure 3: Pays affichant les taux les plus élevés d'atteinte à la sécurité par rapport au nombre de membres du personnel du PAM en 2016 (en %)

18. Comme le montre la figure 4, le rapport entre le nombre d'incidents et le nombre de membres du personnel du PAM a doublé au Cameroun, en Éthiopie, au Guatemala et en Somalie.

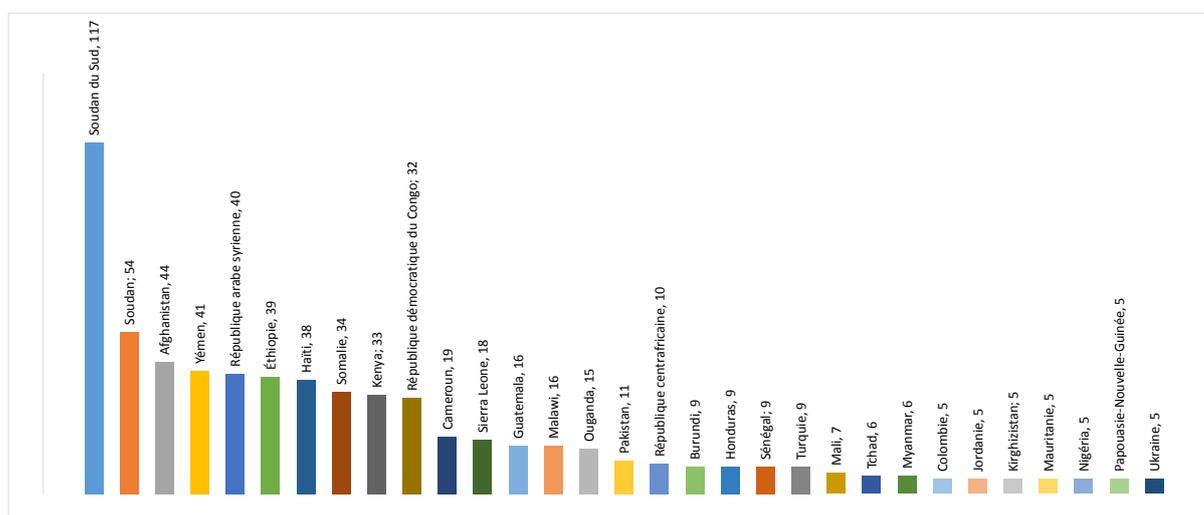
² Il n'a été tenu compte que des bureaux de pays dans lesquels le nombre d'agents du PAM a été supérieur à 10 et où le nombre d'incidents signalés a été égal ou supérieur à 10. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, cinq incidents ont été recensés pour 12 agents (41,7 pour cent), ce qui aurait placé le bureau de pays en haut de la liste.

Figure 4: Variation en pourcentage du nombre d'incidents signalés par rapport au nombre de membres du personnel du PAM



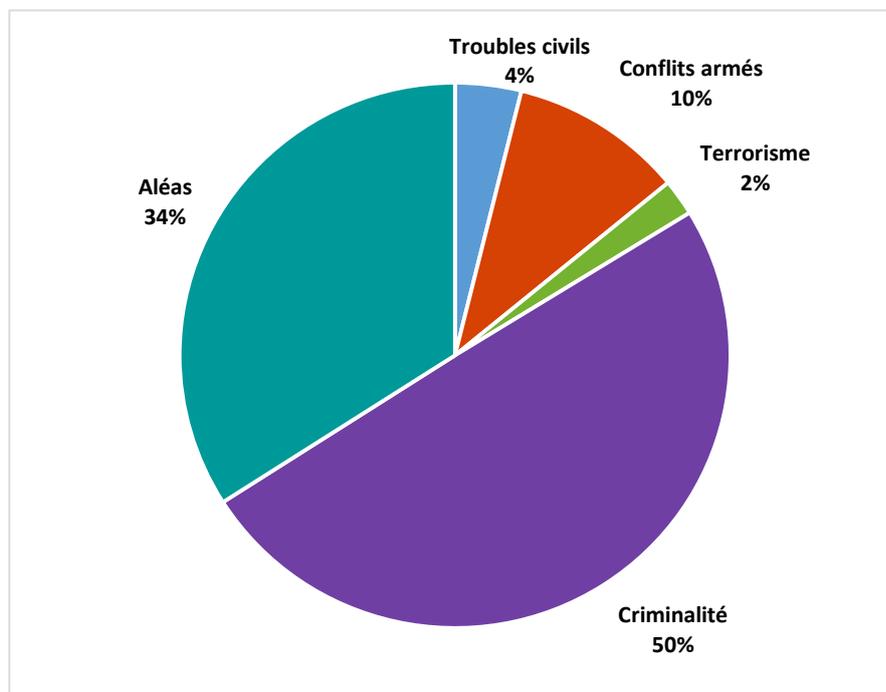
19. L'augmentation constatée en Somalie est due à l'intensification des activités des Chabab et de Daech dans le pays, et à l'instabilité de la situation politique. En Éthiopie, l'augmentation du nombre d'incidents signalés tient à la recrudescence des troubles civils ainsi qu'à l'amélioration des rapports concernant la sécurité. Au Cameroun, l'état des routes s'est détérioré et les actes criminels ont augmenté avec la présence de groupes armés dans tout le pays. Au Guatemala, le rapport entre le nombre d'incidents et le nombre de membres du personnel a augmenté du fait de la criminalité liée à des bandes organisées et associée à la violence sociale, qui submerge les mécanismes d'application de la loi et les systèmes judiciaires.
20. En Sierra Leone et au Malawi, le rapport entre le nombre d'incidents signalés et le nombre de membres du personnel a diminué de près de moitié. En Sierra Leone, l'ampleur des opérations a été réduite en 2016 après la fin de la crise liée au virus Ebola. Au Malawi, l'amélioration est due à une diminution des actes criminels contre les biens.
21. Comme les années précédentes, les nombres les plus élevés d'atteintes à la sécurité ont été recensés en Afrique et en Asie. Le Soudan du Sud a enregistré le plus grand nombre d'incidents concernant des opérations du PAM (117), suivi par le Soudan (54), l'Afghanistan (44), le Yémen (41) et la République arabe syrienne (40). On trouvera à la figure 5 une ventilation des incidents par pays.

Figure 5: Pays affichant les nombres les plus élevés d'atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM (2016)



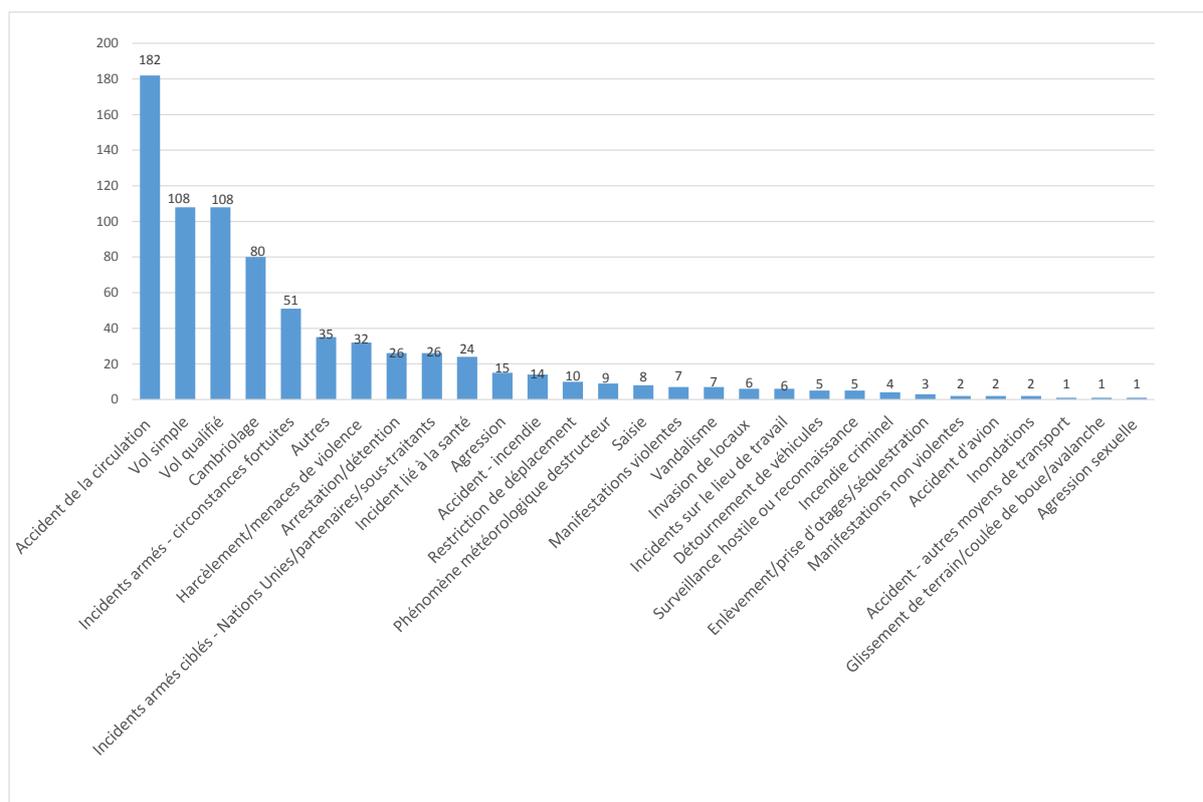
22. Les actes criminels contre des biens restent le type d'atteinte le plus fréquent et représentent la moitié des incidents répertoriés en 2016, suivis par les aléas – y compris les accidents de la route – (34 pour cent), les conflits armés (10 pour cent), les troubles civils (4 pour cent) et les actes de terrorisme (2 pour cent). Ces chiffres concordent avec les données des années précédentes.

Figure 6: Répartition des atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM signalées en 2016, par type de menace



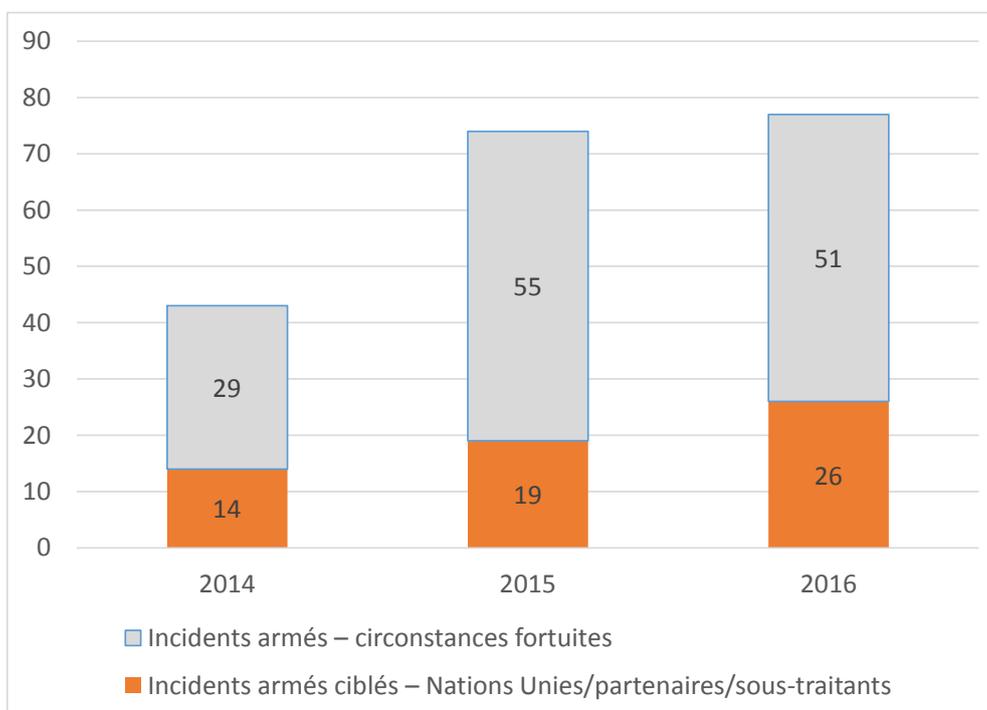
23. Comme les années précédentes, les accidents de la route ont été le type d'atteinte à la sécurité le plus fréquemment signalé, suivis par les vols simples, les vols qualifiés, les cambriolages et les attaques à main armée dans lesquelles le PAM n'était pas visé (voir la figure 7).

Figure 7: Atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM signalées, par type d'incident (2016)



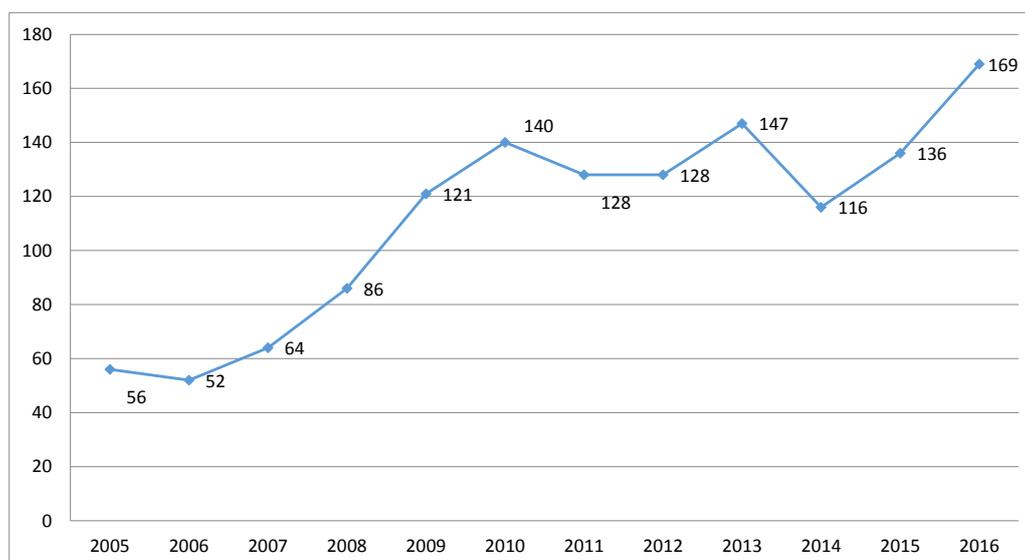
24. Le PAM a continué d'être confronté au ciblage direct et délibéré du personnel et des installations humanitaires. Le nombre d'incidents armés ayant concerné directement les opérations du PAM a augmenté ces dernières années. Comme le montre la figure 8, le nombre d'incidents dans lesquels les opérations du PAM ont été directement visées a presque doublé entre 2014 et 2016.

Figure 8: Incidents armés visant le personnel ou les biens du PAM (2014-2016)



25. Aucun membre du personnel du PAM n'a été grièvement blessé dans des accidents de la route en rapport avec le travail, bien que le nombre de ces accidents ait atteint un niveau record en 2016 (figure 9). Toutefois, deux membres du personnel ont trouvé la mort dans un accident de la route alors qu'ils n'étaient pas en service – l'un au Pakistan et l'autre en République centrafricaine. Le nombre le plus élevé d'accidents de la route a été recensé au Soudan du Sud (16 en rapport avec le travail et 1 en dehors du travail) et au Soudan (également 16 en rapport avec le travail et 1 en dehors du travail), suivis par le Kenya (11 en rapport avec le travail et 2 en dehors du travail), le Cameroun (10 en rapport avec le travail) et l'Éthiopie (7 en rapport avec le travail et 1 en dehors du travail). Les facteurs déterminants de la fréquence des accidents étaient notamment la taille des opérations et les distances parcourues; l'une des principales causes était le mauvais état des routes.

Figure 9: Accidents de la circulation concernant des membres du personnel ou des biens du PAM (2005-2016)



Conclusion et perspectives

26. La hausse du nombre d'incidents armés ciblés dans les zones de conflit témoigne de l'exposition croissante du PAM, de ses partenaires et de ses sous-traitants aux risques. Dans les zones où la faim est utilisée comme une arme, les risques augmentent de manière considérable. Le nombre croissant des conflits armés étant l'un des principaux moteurs de l'insécurité alimentaire dans le monde, les opérations du PAM seront de plus en plus exposées à la violence. En conséquence, la sécurisation de l'accès aux populations touchées restera l'un des plus gros défis que le PAM aura à relever.
27. La défaite attendue de Daech sur le terrain en Iraq et en République arabe syrienne ne mettra pas un terme aux menaces de ce groupe, qui a mis en place un réseau opérationnel dans l'ensemble de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Les attentats perpétrés en Europe sont aussi devenus plus fréquents et il est probable qu'ils se poursuivront. Avec la disparition des lignes de front en Iraq, la menace en termes d'insécurité est devenue beaucoup plus difficile à prévoir et à gérer. Sans une solution politique, le risque d'insécurité restera élevé en Iraq à l'avenir.

Gestion des risques de sécurité

28. L'insécurité fait partie des risques recensés pour le PAM et, à ce titre, elle est prise en compte dans l'un des 10 indicateurs de performance clés, qui prévoit que la sécurité doit être préservée en assurant que le Cadre de responsabilité est appliqué. Ce point est maintenant obligatoire pour tous les directeurs de pays.
29. Une politique de la sécurité et un Cadre de responsabilité révisés ont été élaborés en 2016 pour publication début 2017, intégrant les changements liés aux nouvelles orientations du Système de gestion de la sécurité des Nations Unies et incluant des liens hiérarchiques et des responsabilités concernant les responsables régionaux de la sécurité. Le cadre précise aussi les structures de sécurité des bureaux du PAM sis hors du Siège qui ne sont pas administrés par les bureaux régionaux.
30. Le PAM a participé au groupe de travail du Comité de haut niveau sur la gestion relatif à l'obligation de protection du personnel des Nations Unies, qui a reconnu l'importance de la sûreté et de la sécurité – ainsi que du bien-être du personnel et des ressources humaines –, question primordiale dans les lieux d'affectation à risque élevé. Après une révision du processus de gestion des risques de sécurité du Système de gestion de la sécurité des Nations Unies en 2015, les recommandations formulées et les changements apportés par ce groupe concernant le processus de gestion des risques de sécurité sont mis en œuvre. La Division de la sécurité sur le terrain

continue de participer à plusieurs groupes de travail du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité.

Considérations liées à la problématique hommes-femmes dans le cadre de la gestion des risques de sécurité

31. La problématique hommes-femmes reste au cœur de la gestion des risques liés à la sécurité. Suite à sa participation active à la campagne "16 Journées de mobilisation contre la violence sexiste", la Division de la sécurité sur le terrain a élaboré et mis en œuvre une formation sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité.

Formation sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité

Cette formation a été lancée en 2016 pour sensibiliser le personnel aux risques de sécurité que courent les femmes et fournir des outils pratiques pour les atténuer. La formation offre aussi un lieu de dialogue sûr où les femmes peuvent partager leurs expériences et résoudre les problèmes de sécurité auxquels elles sont confrontées. La formation a été mise au point avec les contributions des équipes du PAM chargées des ressources humaines, du bien-être, des enquêtes et de la problématique hommes-femmes.

Des observations ont été formulées à l'issue de la formation tenue en République démocratique du Congo, notamment:

"J'ai apprécié que les formateurs aient créé un "espace sûr" où tout le personnel féminin (des chefs d'unité au personnel d'entretien) a été invité à discuter des problèmes concrets auxquels il est confronté au quotidien sur le plan de la sécurité et de la protection. Dans un pays comme la République démocratique du Congo, où la violence contre les femmes et les abus sont courants, établir un espace sûr et rassurer nos collègues en leur montrant qu'elles ne sont pas seules et qu'elles peuvent se défendre elles-mêmes a été fantastique. Pendant les jours qui ont suivi la formation, les collègues ont continué à discuter de ce qu'elles avaient appris au cours de la formation. Nombreuses sont celles, moi y compris, qui se sont senties plus autonomes grâce aux expériences des autres et au sentiment de force conféré. J'ai eu l'impression que de nombreuses femmes ont pris confiance en elles et se sont senties plus proches les unes des autres. De plus, les compétences acquises – autoprotection, surveillance générale d'une zone, etc. – ont été précieuses et font partie de ma routine quotidienne."

Maribeth Black, Chargée des secours d'urgence, République démocratique du Congo

Capacité et opérations en matière de sécurité sur le terrain

32. Le PAM a employé 94 administrateurs spécialistes de la sécurité recrutés au niveau international (dont 48 fonctionnaires, 30 agents engagés pour une courte durée et 16 consultants), 128 auxiliaires locaux de sécurité et 168 coordonnateurs pour les questions de sécurité. Sur ces 390 agents, 355 étaient déployés sur le terrain et 19 affectés au Siège. Le fichier des consultants a été considérablement élargi en 2016, passant de 6 à 16, ce qui a nettement amélioré la capacité de la division à appuyer les opérations du PAM.
33. Quatre missions visant à appuyer la montée en puissance des opérations d'urgence ont aussi été menées pour répondre à des besoins survenus soudainement en matière de sécurité en Afghanistan, au Bangladesh, en Haïti et au Zimbabwe. Les crises en cours dans des environnements complexes sur le plan de la sécurité ont exigé des pratiques opérationnelles novatrices. Au Yémen, un agent responsable de la sécurité a été chargé de faire affréter des embarcations pour mener des missions et accéder aux populations touchées, et la coordination stratégique civilo-militaire sur les questions de sécurité a permis d'obtenir des assurances de sécurité. Au Nigéria, la Division de la sécurité sur le terrain a fait utiliser des hélicoptères pour accéder aux zones reculées.
34. Les attentats terroristes en Europe ont incité le PAM à envisager de regrouper les services chargés de la sécurité au Siège et sur le terrain; une fusion est prévue pour 2017. Une formation a été mise au point à l'intention des coordonnateurs de la sécurité en Europe, et une formation visant à faire face à des situations où des tireurs actifs sont impliqués a été dispensée. Le Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies (UNDSS) a redéfini les attributions des conseillers principaux en matière de sécurité en Europe, et assigné des

responsabilités supplémentaires à certaines organisations affiliées au Système de gestion de la sécurité des Nations Unies afin d'assurer une couverture plus efficace au niveau régional pour ce qui est de la sécurité. La Division de la sécurité sur le terrain a appuyé l'équipe chargée de la sécurité au Siège dans un exercice mené par les Forces spéciales de la police italienne, dans le cadre des activités régulières de préparation organisées par le Ministère de l'intérieur pour simuler le sauvetage du personnel du Siège.

Missions d'assistance en matière de sécurité

35. Dans le cadre de son examen des fonctions de contrôle des bureaux régionaux, le Bureau de l'audit interne a recensé les cadres de sécurité et les structures de gouvernance en place. Il a constaté que des activités importantes de suivi des risques liés à la sécurité étaient menées dans tous les bureaux régionaux, notamment des missions d'assistance liées à la sécurité.
36. En 2016, le concept de missions d'évaluation de la sécurité a été revu, celles-ci devenant des missions d'assistance en matière de sécurité; 35 missions de ce type ont été menées au cours de l'année. Le groupe de consultants expérimentés chargés des missions d'assistance en matière de sécurité, désormais plus étoffé, est régulièrement informé de l'évolution des tendances concernant la sécurité au PAM et plus largement dans le système des Nations Unies; les consultants participent aussi à un atelier de formation annuel.

Facilitation de l'accès

37. La Division de la sécurité sur le terrain continue d'établir des pratiques optimales pour faciliter l'accès sur le terrain, en coopération avec les collègues de tout le PAM. Des directives en matière d'accès ont été rédigées et des formateurs ont été formés. Un soutien a été fourni en Iraq, au Mali, au Myanmar et au Nigéria moyennant des analyses contextuelles, des études de la documentation et des visites sur site. Une formation en matière de négociation a aussi été organisée conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Sécurité des locaux et atténuation des effets des explosions

38. Six missions d'évaluation de la vulnérabilité aux explosions ont été effectuées dans les bureaux et les logements en Afghanistan, au Liban, en République arabe syrienne, en Turquie et au Yémen. Ces missions ont aidé plusieurs organismes des Nations Unies à fournir à leur personnel des locaux sûrs et sécurisés.
39. Des missions visant à élaborer un questionnaire sur l'évaluation de la vulnérabilité aux explosions permettront au PAM d'évaluer plus rapidement la vulnérabilité de ses locaux. Le questionnaire a été testé sur le terrain et devrait être diffusé en 2017.
40. Des spécifications techniques concernant des unités de bureaux et de logements résistants aux balles, des équipements de protection individuelle de la prochaine génération, des systèmes de défense par gabions et des portiques de détection et des scanners de bagage magnétiques ont également été mis au point.

Analyse

41. Un atelier sur les compétences d'analyse a été organisé pour examiner les meilleures pratiques et optimiser le partage d'informations. L'équipe d'analyse a aussi renforcé la collaboration avec le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises, le Service de l'analyse des menaces et des risques de l'UNDSS et d'autres partenaires afin de renforcer ses capacités.
42. Afin de mieux faire connaître les questions de sécurité et d'accroître l'accès à l'analyse, la Division de la sécurité sur le terrain a organisé au Siège une conférence sur l'impact de l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà, et publié plusieurs articles au sein du PAM.
43. De plus, l'équipe d'analyse a axé ses efforts sur le développement de l'analyse des conflits et du contexte afin de déterminer les causes profondes des problèmes rencontrés par les bénéficiaires et d'élaborer des interventions à même de réduire au minimum le risque que soient menées des

activités susceptibles d'exacerber les conflits existants. La Division de la sécurité sur le terrain a contribué au lancement du Centre de compétences en matière de négociations humanitaires à Genève, avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Médecins sans frontières et le Centre pour le dialogue humanitaire. Elle a aussi participé avec le CICR et Chatham House à un groupe de travail sur la négociation avec les groupes armés non étatiques.

44. Dans le cadre d'une action conjointe avec le centre des opérations de la Division de la préparation aux situations d'urgence et de l'appui aux interventions en cas de crise et en collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'équipe d'analyse a continué de mettre en place une communauté de pratique avec d'autres centres pour les opérations et la gestion des crises.

Formation

45. En 2016, 19 sessions de formation adaptées au contexte opérationnel du PAM ont été conçues et mises en œuvre par la Division de la sécurité sur le terrain. Des cours destinés aux auxiliaires locaux de sécurité ont été organisés: deux en Jordanie et deux au Kenya, avec au total 79 participants venant du PAM et d'autres organismes des Nations Unies. Onze sessions de formation sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité ont été tenues dans huit pays, avec 208 participantes venant du PAM et d'autres organismes des Nations Unies (se reporter au paragraphe 29 pour plus de renseignements sur ce type de formation). Une formation de sensibilisation aux situations impliquant des tireurs actifs a été organisée à Rome, et 12 membres du personnel du PAM y ont participé. Un module de formation en ligne consacré au thème des tireurs actifs a été élaboré en anglais et en français, et mis à disposition dans le Système de gestion de l'apprentissage du PAM, et 1 400 cours en ligne ont été suivis. Dix membres du personnel du PAM ont participé à la formation destinée aux coordonnateurs pour les questions de sécurité, organisée pour les bureaux du PAM en Europe. Enfin, cinq cours d'accréditation "Sécurité et sûreté en mission" (SSAFE) ont été dispensés à Rome, avec la participation de 96 membres du personnel du PAM et d'autres organismes des Nations Unies.
46. Un soutien à la formation et un encadrement ont été fournis à d'autres divisions du PAM, au bureau du PAM au Niger et à l'École des cadres du système des Nations Unies. Un soutien important a aussi été fourni à l'exercice de simulation conjointe d'interventions d'urgence, y compris une formation fonctionnelle et d'appui pour les interventions d'urgence (FASTER) organisée par le PAM et l'UNICEF.
47. Le personnel de sécurité a reçu une formation visant à renforcer ses compétences: trois agents ont suivi une formation de formateurs relative à la sécurité et à la sûreté en mission, un a mené à bien la formation de formateurs portant sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité, deux ont suivi un cours sur les processus et les pratiques en matière d'analyse de la sécurité, quatre ont suivi avec succès le programme de certification de l'UNDSS, et quatre la formation à l'intention des auxiliaires locaux de sécurité.

Coûts de l'UNDSS et Fonds d'urgence du PAM pour la sécurité

48. Aux fins de la coordination des activités liées à la sécurité sur le terrain, le PAM a prévu d'utiliser un montant de 18,8 millions de dollars, provenant de la rubrique des dépenses standard de personnel et du budget des projets, pour financer le Fonds d'urgence pour la sécurité (environ 7,3 millions de dollars) et verser la participation obligatoire aux dépenses de l'UNDSS (environ 11,5 millions de dollars). En 2016, la part effective du PAM à ce titre était de 10,1 millions de dollars.

	Fonds alloués en 2016	Engagements et montants effectifs en 2016	Pourcentage du total
Dotation en personnel	4 585 058	4 584 572	26
Normes minimales de sécurité opérationnelle	2 163 062	2 164 120	12
Formation	549 971	643 673	4
Missions d'assistance en matière de sécurité	375 819	346 689	2
UNDSS	10 151 307	10 151 307	57
Total	17 825 216	17 890 360	100

49. Les fonds d'urgence ont aidé à financer la mise en conformité aux Normes minimales de sécurité opérationnelle, l'amélioration des installations et l'achat de matériel de télécommunications dans 15 pays. La plupart des demandes de financement étaient tenaient à une évolution des conditions de sécurité ou à l'extension des opérations dans des zones touchées par l'insécurité au Burkina Faso, en Indonésie, au Niger, au Nigéria, en République centrafricaine, au Tchad et au Zimbabwe.

Activités de l'UNDSS financées conjointement

50. Le montant du budget correspondant aux coûts partagés de l'UNDSS pour 2016–2017 a été établi à 227,2 millions de dollars. La quote-part effective des coûts de l'UNDSS revenant au PAM s'est élevée à 10,1 millions de dollars en 2016, ce qui concorde avec le nombre de membres du personnel du PAM sur le terrain (voir CEB/2010/HLCM/FB/8/Rev.2).

	UNDSS	Quote-part du PAM
2002–2003	42,9	6,5
2004-2005	113,1	13,2
2006-2007	172,3	20,2*
2008-2009	174,4	17,3
2010-2011	209,9	24,4**
2012-2013	218,6	23,5
2014-2015	225,2	22,4
2016-2017	226,4	20,3

* Crédit de 3,2 millions de dollars reçu en 2006.

** Crédit de 1,4 million de dollars reçu en 2010.

51. Le Service du budget et les bureaux régionaux ont adopté un nouveau processus de participation aux coûts afin de répartir entre tous les bureaux de pays le montant total de 8,8 millions de dollars (voir le tableau 3).

TABLEAU 3: RÉPARTITION DES COÛTS AFFÉRENTS À LA SÉCURITÉ EN 2016			
Bureau régional	Nombre de bureaux de pays	En dollars	Pourcentage des coûts globaux
Bangkok	14	1 778 660	20
Le Caire	16	2 251 533	26
Dakar	18	1 586 698	18
Johannesburg	11	946 322	11
Nairobi	9	1 756 228	20
Panama	12	480 559	5

52. L'UNDSS a proposé une augmentation de 9 millions de dollars pour le budget pour 2018–2019, avec 35 nouveaux postes du cadre organique – dont 40 pour cent sont affectés à New York. Le PAM continue d'appuyer la rationalisation du budget relatif aux activités financées conjointement et le renforcement de la sécurité sur le terrain, mais il s'interroge sur la nécessité d'une augmentation aussi considérable. En coordination avec d'autres organismes membres du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, le PAM est parvenu à maintenir le budget proposé à un niveau maximum de 237 millions de dollars (réévaluation des coûts comprise). Ce budget "à croissance réelle nulle" représentait une augmentation de 4,5 pour cent par rapport aux deux années précédentes. Le budget a été jugé suffisant pour permettre à l'UNDSS de fonctionner de manière appropriée s'il adhère à la recommandation du Réseau visant à continuer de rationaliser le soutien qu'il apporte alors que les budgets consacrés à la sécurité locale ont augmenté.

Prochaines étapes

53. Le recrutement et la fidélisation des femmes dans la division continuent de poser des problèmes. La Division de la sécurité sur le terrain s'efforcera de parvenir à un équilibre entre les sexes de telle sorte que la problématique hommes-femmes soit prise en compte.
54. En regroupant les services chargés de la sécurité au Siège et sur le terrain, la Division de la sécurité sur le terrain garantira que les problèmes de sécurité en Europe recevront l'attention nécessaire et que les bureaux européens se conformeront aux changements d'orientation intervenant au sein du Système de gestion de la sécurité des Nations Unies.
55. L'équipe de formation mettra en œuvre deux nouvelles initiatives en 2017: un exercice de simulation avancé sur le terrain destiné aux auxiliaires locaux de sécurité et une formation de formateurs portant sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité avec le HCR. Ces cours renforceront les compétences du personnel local et élargiront considérablement les capacités de formation du PAM.
56. Le financement de la sécurité est également préoccupant: le PAM mènera une action de plaidoyer avec le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité afin de garantir la transparence des budgets consacrés à la sécurité.
57. L'analyse de la sécurité se poursuivra en élargissant les actions conjointes avec les unités du PAM et en mettant l'accent sur l'intégration d'outils utilisant les technologies de l'information afin d'améliorer l'efficacité et d'appuyer un cadre opérationnel commun des Nations Unies.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance